

# Rapport d'activité 2015

Revue d	e l'année	2
---------	-----------	---

Statistiques 4

Compte de résultat 2015 7

Bilan au 31 décembre 2015 9

Annexe aux comptes 2015 11

Rapport de l'organe de révision 12

Modification de la réglementation 2015 13

Zurich, le 1er avril 2016

Composition personnelle 15



## Revue de l'année

Le marché des offres publiques d'acquisition a connu une année relativement calme en 2015. La Commission des OPA a examiné deux offres, l'une d'entre elles étant obligatoire (Sulzer AG) et l'autre volontaire (Micronas Semiconcuctor Holding AG). Le volume total de ces deux offres se montait à CHF 2'512'124'405. L'année 2015 se caractérisa cependant par une augmentation soutenue des procédures dans lesquelles la Commission fut appelée à examiner d'autres états de faits pertinents du point de vue du droit des OPA, tels l'absence d'existence d'une obligation de présenter une offre et l'octroi de dérogations (17 procédures en 2015 contre 6 procédures en 2014). Les transactions soumises à la Commission furent parfois très complexes, à l'image du rapprochement entre Kaba Holding AG et le groupe Mankel et le « reverse triangular merger » concernant SHL Telemedicine Ltd.

L'année 2015 fut également marquée par l'affaire Sika, dans laquelle la Commission prononça plusieurs décisions et constata la validité d'une clause d'opting out. Suite aux recours déposés, la FINMA puis le Tribunal administratif fédéral confirmèrent la décision de la Commission. Syngenta AG a également occupé le devant de la scène en 2015, et la Commission examina (sans toutefois prononcer de décision) si les éléments constitutifs d'une offre potentielle étaient remplies suite aux annonces faites par Syngenta et par Monsanto en relation avec les négociations qui eurent lieu. Etant donné que les informations relatives à ces négociations furent en premier lieu communiquées au marché par Syngenta, forçant ainsi Monsanto à prendre position par la suite, la Commission considéra que tel n'était pas le cas. La Commission est en outre intervenue suite à la volonté annoncée par Schindler Holding AG d'introduire une obligation statutaire de présenter une offre publique d'acquisition combinée avec une clause d'opting out. Elle constata que le système du droit des OPA ancré dans la LBVM ne laissait pas de place à une définition plus large et individuelle des règles sur les OPA. Enfin, la Commission se prononça à cinq reprises sur des transactions qui n'ont pas abouti et dont les décisions ne furent pas publiées.

Sur le plan législatif, la Commission a mis en consultation une nouvelle modification de son ordonnance sur les OPA (OOPA), adaptée suite aux objections qui avaient été formulées lors de la consultation effectuée en 2014. Elle proposa notamment (i) de supprimer la publication des documents d'offre dans les journaux et (ii) de rendre facultative la publication de la prise de position du conseil d'administration dans les procédures relatives à l'obligation de présenter une offre (et procédures similaires). Ces deux propositions furent adoptées et intégrées à l'OOPA. En outre, l'OOPA, le règlement de la Commission et les circulaires furent adaptées formellement à l'entrée en vigueur de la LIMF au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ainsi qu'à ses ordonnances d'application (OIMF; OIMF-FINMA).



Au cours de l'année écoulée, les charges ont dépassé les émoluments perçus de CHF 502'988. Cet excédent de charges, qui fait suite à un excédent de recettes de CHF 492'346 en 2014, démontre à nouveau la variabilité des émoluments perçus par la Commission et le fait que ceux-ci ne couvrent pas toujours les coûts de son activité.

En termes de personnel, l'ancien président, Luc Thévenoz, qui siégeait comme président de la Commission depuis 2008, et Henry Peter, qui en était membre depuis 2004, ont quitté la Commission des OPA. La Commission des OPA remercie ces deux membres pour leur grand engagement ainsi que pour l'importante contribution qu'ils ont apportée au domaine des offres publiques d'acquisition en Suisse.

Pour la Commission:

Thomas A. Müller Président



# Statistiques

Offres	2015	2014	2013
Total	2	7	6
- dont offres obligatoires	1	0	2
- dont offres volontaires	1	7	4
- dont offres concurrentes	0	1	1
- dont initialement amicale <sup>1</sup>	1	7	5
- dont initialement hostile <sup>2</sup>	1	0	1
- dont offres en espèces	2	4	6
- dont offres d'échange	0	2	0
<ul> <li>dont offres mixtes</li> </ul>	0	1	0
- dont offres avec alternative en espèces	0	0	0
Programmes de rachat			
Total <sup>3</sup>	20	22	14
- dont exonérations en procédure d'annonce	18	19	11
- dont exonérations par décision	1	1	3
- dont rachats au prix du marché	11	15	11
- dont rachats sur ligne ordinaire	2	4	1
- dont rachats sur une ligne séparée	9	11	10
- dont rachats à prix fixe	6	4	1
- dont rachats par options put	3	3	2
- dont rachats par échange	0	0	0
Autres procédures			
Total	17	6	10
<ul> <li>Dérogation à l'obligation de présenter une offre</li> </ul>	3	2	4
<ul> <li>(Non-)existence de l'obligation de présenter une offre</li> </ul>	9	2	6
- Application du droit suisse des OPA	1	1	0
- Offre potentielle	1	0	0
- Qualification fairness opinion	1	1	0
- Autres	2	0	0
Décisions			
<b>Décisions</b> - Nombre total de décisions de la COPA	22	2.4	22
	22	24	23
- dont décisions publiées	17	23	22
- dont décisions non publiées	5	1	1
- Nombre de décisions contestées	1	0	0
- devant la COPA (opposition)	1	0	0
- devant la FINMA (recours)	2	2	1
- devant le TAF (recours)	1	0	0

 $<sup>^{1}\,\</sup>text{Le rapport du conseil d'administration recommande d'accepter l'offre ou renonce à formuler une recommandation.}$ 

 $<sup>^2</sup>$  Le rapport du conseil d'administration recommande de refuser l'offre.

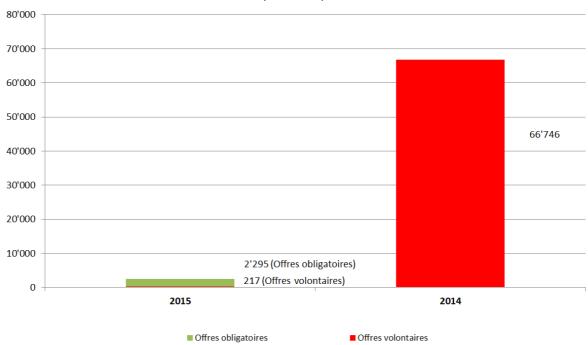
<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> En 2015, les transactions suivantes furent exonérées par une seule procédure d'annonce mais se qualifièrent dans plus d'une catégorie de programmes de rachat : transaction 588 SGS SA et transaction 612 Forbo Holding AG.



### Offres publiques d'acquisition

### Volume des offres publiques d'acquisition (OPA)

(en Mio. CHF)



## Programmes de rachat

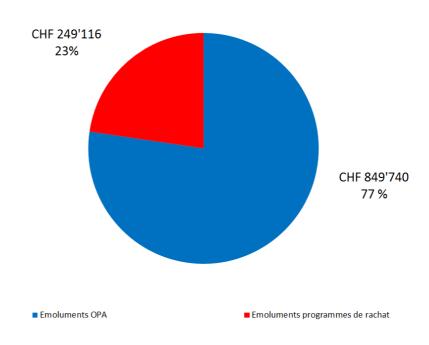
### Volume des programmes de rachat

(en Mio. CHF) 10'000 9'000 8'000 7'000 6'000 5'000 234 1 8'429 4'000 87 38 **686 1**5 3'000 2'000 1'000 497 0 2015 2014 ■ Volume des rachats à prix fixe ■ Volume des rachats par options put ■ Volume des rachats sur la ligne ordinaire ■ Volume des rachats sur une ligne séparée

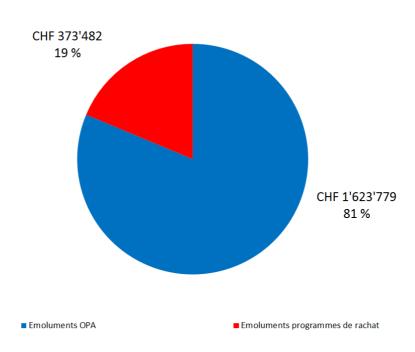


### Émoluments

# Recettes provenant des émoluments 2015 CHF 1'098'856



### Recettes provenant des émoluments 2014 CHF 1'997'261





# Comptes annuels 2015 de la Commission des OPA

# Compte de résultat 2015

# **ERFOLGSRECHNUNG**

	<b>2015</b> in CHF	<b>2014</b> in CHF
Einnahmen aus Gebühren	1'098'844	1'997'261
Nettoerlös aus Leistungen	1'098'844	1'997'261
Betriebsertrag	1'098'844	1'997'261
	100.0%	100.0%
Parteientschädigung	0	-30'000
Direkter Aufwand	0	-30'000
Bruttogewinn I	1'098'844	1'967'261
	100.0%	98.5%
Honorare Präsident und Mitglieder	-453'000	-422'500
Sozialversicherungen und Spesen Mitglieder und Präsident	-34'249	-31'646
Löhne Sekretariat	-647'900	-586'544
Sozialversicherungen und Spesen Sekretariat Personalaufwand	-190'884 -1'326'032	-172'984 -1'213'673
Totomadawana	1 020 002	1210010
Bruttogewinn II	-227'188	753'588
	-20.7%	37.7%
Mietaufwand inkl. Nebenkosten	-98'215	-99'845
Unterhalt, Reparaturen	-11'154	-11'154
Büro- und Verwaltungsaufwand	-54'399	-55'843
EDV-Aufwand	-110'390	-96'845
Anderer Betriebsaufwand	-2'048	-485
Übriger betrieblicher Aufwand	-276'206	-264'171
Betriebliches Ergebnis vor Zinsen und Abschreibungen	-503'394	489'417
	-45.8%	24.5%



# **ERFOLGSRECHNUNG**

	2015	2014
	in CHF	in CHF
Betriebliches Ergebnis vor Zinsen und Abschreibungen (Übertrag)	-503'394	489'417
	-45.8%	24.5%
Abschreibungen Anlagevermögen	-999	-600
Betriebliches Ergebnis vor Zinsen	-504'393	488'817
	-45.9%	24.5%
Finanzaufwand	-406	-2'149
Finanzertrag	99	520
Betriebliches Ergebnis	-504'700	487'188
	-45.9%	24.4%
Betriebsfremder Ertrag	54	52
Ausserordentlicher Ertrag	1'657	5'105
Defizitgarantie SIX Swiss Exchange AG	502'988	0
Ausserordentlicher, einmaliger und periodenfremder Ertrag	504'646	5'105
Überdeckung	0	492'346
	0.0%	24.7%



# Bilan au 31 décembre 2015

# **BILANZ**

AKTIVEN	<b>31.12.2015</b> in CHF	<b>31.12.2014</b> in CHF
UMLAUFVERMÖGEN		
Flüssige Mittel	1'202'185	1'631'493
Forderungen aus Leistungen	129'740	30'000
Übrige kurzfristige Forderungen	216	182
Aktive Rechnungsabgrenzungen	50'684	68'130
TOTAL UMLAUFVERMÖGEN	1'382'825	1'729'805
	100.0%	99.9%
ANLAGEVERMÖGEN		
Mobile Sachanlagen	1	1'000
TOTAL ANLAGEVERMÖGEN	1	1'000
	0.0%	0.1%
TOTAL AKTIVEN	1'382'826	1'730'805
	100.0%	100.0%



# **BILANZ**

PASSIVEN	<b>31.12.2015</b> in CHF	<b>31.12.2014</b> in CHF
KURZFRISTIGES FREMDKAPITAL		
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	17'422	25'403
Passive Rechnungsabgrenzungen	177'916	14'926
Total kurzfristiges Fremdkapital	195'338	40'329
	18.6%	3.8%
LANGFRISTIGES FREMDKAPITAL		
Vorschuss SIX Swiss Exchange AG	149'313	652'302
Übrige langfristige Verbindlichkeiten	149'313	652'302
Total langfristiges Fremdkapital	149'313	652'302
	10.8%	37.7%
TOTAL FREMDKAPITAL	344'651	692'631
	24.9%	40.0%
EIGENKAPITAL		
Eigenkapital Vorjahr	1'038'175	545'829
Überdeckung	0	492'346
TOTAL EIGENKAPITAL	1'038'175	1'038'175
	75.1%	60.0%
TOTAL PASSIVEN	1'382'826	1'730'805
	100.0%	100.0%

# Aperçu des avances de SIX:

	2015	2014
Solde initial des avances de SIX en début d'année :	CHF 652'302	CHF 476'534
+ avances de SIX en cours d'année	CHF 0	CHF 175'948
./. renonciation de SIX aux avances à hauteur de la perte annuelle	CHF 502'989	CHF 0
= solde final du compte d'avances en fin d'année	CHF 149'313	CHF 652'302



### Annexe aux comptes annuels 2015

### **ANHANG**

**2015 2014** in CHF

#### Angaben über die in der Jahresrechnung angewandten Grundsätze

Die vorliegende Jahresrechnung wurde gemäss den Vorschriften des Schweizer Gesetzes, insbesondere der Artikel über die kaufmännische Buchführung und Rechnungslegung des Obligationenrechts (Art. 957 bis 962) erstellt.

#### **Anzahl Mitarbeiter**

Die Unternehmung hat im Jahresdurchschnitt nicht über 10 Vollzeitstellen.

### Sonstige Angaben

Der Mietvertrag für die Geschäftsräumlichkeiten an der Freigutstrasse 16 in Zürich ist befristet bis zum 30. Juni 2020 und endet ohne Kündigung automatisch. Dem Mieter wird ein einseitiges Kündigungsrecht auf den 30. Juni 2017 und 30. Juni 2018 gewährt. Die Kündigung muss 6 Monate im Voraus mittels eingeschriebenem Brief erfolgen.

Restbetrag der daraus resultierenden Verbindlichkeiten:

427'356

522'324



#### Rapport de l'organe de révision

Treuhand | Steuer- und Rechtsberatung Wirtschaftsprüfung | Unternehmensberatung Informatik-Gesamtlösungen



Bericht der Revisionsstelle zur eingeschränkten Revision an die Mitglieder der Übernahmekommission Zürich

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) der Übernahmekommission für das am 31. Dezember 2015 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Präsident der Übernahmekommission verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und dem Reglement entspricht.

OBT AG

Daniel Schweizer zugelassener Revisionsexperte leitender Revisor

David Brunner zugelassener Revisor

Zürich, 26. Februar 2016

- Jahresrechnung 2015 (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang)







#### Modification de la réglementation 2015

#### Dispositions nouvellement entrées en vigueur et modifications

#### Mise en vigueur

#### Actes législatifs

Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés du 19 juin 2015, RS 958.1 (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF) 1<sup>er</sup> janvier 2016

Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières du 24 mars 1995, RS 954.1 (Loi sur les bourses, LBVM)

1<sup>er</sup> janvier 2016

Abrogation des dispositions relatives au droit des OPA (parmi d'autres), reprises désormais dans la LIMF.

Ordonnance sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés du 25 novembre 2015, RS 958.11 (Ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF) 1<sup>er</sup> janvier 2016

Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés du 3 décembre 2015, RS 958.111 (Ordonnance de la FINMA sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF-FINMA)

1<sup>er</sup> janvier 2016

Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition du 21 août 2008, RS 954.195.1 (Ordonnance sur les OPA, OOPA)

1<sup>er</sup> janvier 2016

Art. 2; art. 4 al. 2; art. 5 al. 2 let. c; art. 6 al. 2; art. 7; art. 8; art. 9; art. 10 al. 2; art. 11 al. 1; art. 13 al. 1; art. 14 al. 2; art. 18; art. 19 al. 1 let. g et al. 2; art. 21; art. 22; art. 24 al. 6; art. 26; art. 27 al. 1; art. 28 al. 1 let. a; art. 29 al. 2; art. 30 al. 4; art. 31, al. 2; art. 33; art. 34; art. 36 al. 2 let e et al. 3; art. 37; art. 38; art. 39; art. 40; art. 41; art. 44; art. 47 al. 2; art. 48 al. 3; art. 50 al. 2bis; art. 55 al. 4; art. 56 al. 4; art. 57 al. 1, 1bis et 3; art. 58 al. 1; art. 61; art. 63 al. 4 et 5; art. 67 al. 1; art. 68. Abrogés: art. 6a, 6b, 69. En outre, adaptation formelle des renvois à la LIMF, à l'OIMF et à l'OIMF-FINMA.



Règlement de la Commission des offres publiques d'acquisition du 21 août 2008, RS 954.195.2 (R-COPA)

1<sup>er</sup> janvier 2016

Art. 3 al. 2; art. 14 al. 2.

En outre, adaptation formelle des renvois à la LIMF et à l'OIMF.

Ordonnance sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières du 2 décembre 1996, RS 954.11 (Ordonnance sur les bourses, OBVM)

1<sup>er</sup> janvier 2016

Abrogation des dispositions relatives au droit des OPA (parmi d'autres).

Circulaires

Circulaire COPA n°1 : Programmes de rachat du 27 juin 2013

1<sup>er</sup> janvier 2016

Adaptation formelle des renvois à la LIMF et à l'OIMF.

Circulaire COPA n° 2 : Liquidité au sens du droit des OPA

1<sup>er</sup> janvier 2016

du 26 février 2010

Adaptation formelle des renvois à la LIMF et à l'OIMF.

Circulaire COPA n° 3 : Contrôle des offres publiques d'acquisition du 26 juin 2014

1<sup>er</sup> janvier 2016

Adaptation formelle des renvois à la LIMF et à l'OIMF.

Circulaire COPA n°4: Communication aux principaux médias du 20 novembre 2015

1<sup>er</sup> janvier 2016

Dispositions abrogées

**Abrogation** 

Actes législatifs

Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières du 25 octobre 2008, RS 954.193 (Ordonnance de la FINMA sur les bourses, OBVM-FINMA)

1<sup>er</sup> janvier 2016



### Composition personnelle de la Commission des OPA au 31 décembre 2015



Prof. Dr. Luc Thévenoz, Président
Professeur à l'Université de Genève (www.unige.ch)
Directeur du Centre de droit bancaire et financier (www.unige.ch/cdbf)
Ancien membre de la Commission fédérale des banques (2001-2007) et
du Claims Resolution Tribunal for Dormant Accounts in Switzerland
(1997-2001)

Président de la Commission depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008



**Prof. Dr. Susan Emmenegger, Vice-Présidente**Avocate, Dr. en droit, Professeur ordinaire de droit bancaire et privé, Université de Berne

Directrice de l'Institut de droit bancaire

Membre depuis le 12 septembre 2005

Vice-Présidente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014



**Lionel Aeschlimann** 

Associé gérant de Mirabaud SCA et CEO de Mirabaud Asset Management Membre de la Commission d'experts « Asset Management » de la Swiss Funds and Asset Management Association

Membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012



Prof. Dr. Jean-Luc Chenaux

Avocat, Dr. en droit, associé du cabinet Kellerhals Carrard à Lausanne (www.kellerhals-carrard.ch)

Professeur de droit commercial à l'Université de Lausanne

Membre depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2015



**Prof. Dr. Franca Contratto** 

Avocate, LL.M.

Professeure Assistante de droit des marchés financiers à l'Université de Zurich (www.rwi.uzh.ch)

Membre depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2015



**Beat Fellmann** 

Directeur du Corporate Center, Directeur Financier (CFO) de Implenia AG

Membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014





**Dr. Susanne Haury von Siebenthal**Consultante indépendante en investissements et prévoyance professionnelle

Membre depuis le 30 juin 2008



Thomas A. Müller Directeur de la division Corporate Center, Directeur Financier (CFO) de Banque J. Safra Sarasin SA, Bâle

Membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012



Prof. Dr. Henry Peter
Avocat, PSMLaw SA, Lugano
Professeur de droit commercial, Université de Genève
Membre de la Commission des Sanctions de SIX Swiss Exchange
Vice-président de la chambre disciplinaire pour les cas de dopage de
l'Association Olympique Suisse
Membre du Conseil d'administration de Swiss Life Holding et d'autres

Membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004



#### **Thomas Rufer**

sociétés non cotées

Consultant indépendant (THR Consulting, Thomas Rufer)
Président du conseil d'administration de l'Autorité fédérale de
surveillance en matière de révision (ASR);
Membre du conseil d'administration et du comité de révision de la Banque
cantonale bernoise (jusqu'au 12 mai 2015)
Membre du conseil d'administration et président de l'Audit Committee de
Givaudan SA

Membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007



#### Dr. Thomas Vettiger

Managing Partner de IFBC AG à Zurich (www.ifbc.ch) Président du conseil d'administration de Adunic AG Professeur de Corporate Finance à l'Université de Zurich

Membre depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2015



# Composition personnelle du secrétariat de la Commission des OPA au 31 décembre 2015



Pascal Bovey lic. iur., titulaire du brevet d'avocat, LL.M. in Business Law



**Lukas Roos** Dr. iur., titulaire du brevet d'avocat



Marc D. Nagel lic. oec. HSG et lic. iur. HSG, titulaire du brevet d'avocat



**Georg Gotschev** Dr. iur., titulaire du brevet d'avocat